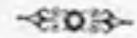


LE SPECTATEUR

DE

L'ORIENT.



TOME PREMIER.



ATHÈNES.

IMPRIMERIE DE C. NICOLAÏDES DE PHILADELPHIE.



1853—1854.

TABLE

DES MATIÈRES DU PREMIER VOLUME.



Explications préliminaires. — P.	1
Sur les solutions diverses de la question d'Orient. <i>Première partie.</i> — A.	15
Discours de lord Palmerston. — B.	31
Le dualisme grec. — R.	33
De la marine commerciale grecque. <i>1^{re} partie.</i> — D.	49
De la tolérance turque. — R.	66
Chronique. — A. — B.	67
L'élément orthodoxe en Turquie. — B.	73
Sur les solutions diverses de la question d'Orient. <i>Seconde partie.</i> — A.	80
Chronique. — A.	96
Quinzaine politique du Spectateur. — A.	100
Quelques considérations sur l'histoire de l'empire ottoman. — P.	103
Réflexions supplémentaires. — A.	118
De l'Épire. — B.	125
Chronique. — A.	133
Quinzaine politique du Spectateur. — A.	138
De l'intégrité de l'empire ottoman. — X.	143
De la société grecque. <i>Première partie.</i> — R.	159
Quinzaine politique du Spectateur. — A.	168
Variétés. — A.	173
De la société grecque. <i>Seconde partie.</i> — R.	175
De la marine commerciale grecque. <i>2^{de} partie.</i> — D.	185
Variétés. — Les catholiques en Bosnie. — B.	205
Quinzaine politique du Spectateur. — A.	208
Chronique. — A.	212

Williams Eton. — P.	215
Réponse au Constitutionnel. — B.	230
L'île de Candie. — B.	237
Au Wanderer. — A.	241
Quinzaine politique du Spectateur. — A.	247
Chronique. — A.	260
De la société grecque. <i>Troisième partie.</i> — R.	263
A la Revue des deux mondes. — B.	281
Des îles Ioniennes. — N. B. M.	288
Quinzaine politique du Spectateur. — A.	295
Post-scriptum. — Note. — A.	301
Les Grecs à Trieste et la marine marchande autrichienne. — A. D.	301
L'armée grecque. — B.	303
Esquisses de littérature grecque moderne. <i>Première partie.</i> — A.	318
Quinzaine politique du Spectateur. — A.	326
De la Thessalie. — B.	329
Un épisode de la révolution de 1821. — D.	339
Quinzaine politique du Spectateur. — A.	360
De la société grecque. <i>Quatrième partie.</i> — R.	367
Esquisses de littérature grecque moderne. <i>2^{de} partie.</i> — A.	380
Quinzaine politique du Spectateur. — A.	390
Chronique. — A.	396
Le Syntagma de Photius. — P.	399
Mémoire sur l'état de l'Empire ottoman, rédigé au commencement de l'année 1836. <i>Première partie.</i> — Par un homme d'État.	416
Quinzaine politique du Spectateur. — A.	430

FIN DE LA TABLE.

LE SPECTATEUR

DE

L'ORIENT.

Livr. 1.—26 Août (7 Septembre) 1853.

EN commençant la publication de cet écrit périodique, nous devons quelques explications à nos lecteurs.

Les contrées réunies jadis sous le sceptre de l'empire grec de Byzance, et passées depuis quatre siècles sous la domination ottomane, présentent un spectacle qui serait digne d'être mieux étudié qu'il ne l'est, lors même qu'il ne toucherait pas de si près aux plus grands intérêts du monde civilisé. Tandis que quelques provinces ont pu dernièrement ressaisir une indépendance politique complète, ou une administration particulière, la plus grande partie du pays offre encore le contraste affligeant d'une race et d'une religion en état de décadence manifeste, mais armées de la possession exclusive de l'autorité vis-à-vis de plusieurs autres ra-

ces de religion différente, qui, bien que donnant des signes incontestables d'une puissante vitalité, se trouvent cependant déshéritées de tout droit politique.

Parmi ces races, condamnées encore à la plus inique des tutelles, il en est une surtout qui, célèbre dans l'histoire par son nom, sa langue et sa religion, acquiert chaque jour une nouvelle importance par sa population, son commerce, sa marine, ses luttes récentes et ses aspirations. Nous n'avons pas besoin de rappeler ici comment la nationalité grecque fut dépossédée, au quinzième siècle, de sa souveraineté. Attaquée simultanément par l'Europe et par l'Asie, elle lutta pendant plus de trois siècles, ne céda que pas à pas, eut de brillants retours de fortune, et ne succomba qu'après avoir été cernée dans sa dernière retraite et avoir vu tomber sur la brèche son dernier empereur. Combien il y a loin de cette chute honorable à la triste agonie à laquelle le monde assiste dans ce moment en Orient ! La c'était un peuple assailli par les plus grandes puissances de son temps, arrosant d'un sang généreux chaque pouce de terrain qu'il se voyait obligé d'abandonner, tombant enfin, mais tombant les armes à la main ; ici, c'est un peuple que le monde entier prend à tâche de protéger, qui possède encore un vaste pays, commande à plusieurs millions de sujets, et qui semble néanmoins prêt à s'affaisser sous le poids de sa propre impuissance. Là, c'était une défaite ; ici, c'est la mort.

Les suites de la défaite ne rendirent que plus évidentes la vigueur et l'élasticité de la nationalité hellénique. Quoique conquise, elle ne fut pourtant ni absorbée,

comme les races slaves du nord-est de l'Allemagne, ni anéantie, à l'instar de la race indigène des Etats-Unis de l'Amérique ; elle ne se réconcilia pas non plus avec la race conquérante, ainsi qu'il est arrivé aux Saxons en Angleterre. Semblable à cette rivière de la poétique Thessalie, dont l'onde fatale coulait dans le Pénée sans s'y confondre, la race grecque subit le joug de l'étranger sans aliéner son individualité nationale ; avantage précieux, qui, pour être estimé dans toute son étendue, demande à être bien compris. On a vu d'autres peuples conserver, dans des circonstances analogues, leur religion, leur langue, un gouvernement intérieur, des traditions et des espérances ; mais ce qui est peut-être sans exemple, c'est que cette nation trouva l'art de se créer, au milieu de la servitude, tous les avantages qui paraissent inséparables d'une existence politique complètement indépendante.

Les armatoles et les klephtes, ainsi que les navires de commerce équipés en guerre pour tenir tête aux barbaresques, lui constituèrent une véritable armée de terre et de mer. Cette armée n'avait ni bulletins, ni ordres du jour ; elle ne restait cependant pas inactive, et dépensa, à l'insu du monde, ça et là, bien du sang et bien de l'héroïsme avant le jour où, un effort général ayant été tenté contre l'ennemi, elle devait, par des exploits retentissants, apparaître sur l'horizon de l'histoire. Il y a plus ; cette nationalité asservie se créa une politique extérieure à elle-même et la fit triompher plus d'une fois en Orient, sous le nom de ses maîtres. Tout le monde sait que les Turcs furent de bonne heure obligés d'appeler dans leurs con-

seils ces esclaves dont à leur tour ils subissaient le joug, en leur confiant la direction des plus grands intérêts de l'empire. Ce qu'on n'a pas assez fait ressortir, c'est que les Grecs, en traitant avec l'Europe au nom du gouvernement ottoman, servaient souvent en réalité les intérêts d'une nation dont le monde semblait ne point soupçonner l'existence. On la croyait morte, et cependant c'est justement alors qu'elle entreprenait des conquêtes importantes, en déposant, dans ces grandes plaines qui s'étendent à gauche du bas Danube, les germes de l'hellénisme, qu'une réaction systématique, survenue après 1821, n'est pas encore parvenue à extirper. Pour retrouver un état de choses à peu près analogue à la situation que la nation grecque s'est faite sous la domination ottomane, il faut remonter, jusqu'aux premiers siècles du christianisme, jusqu'à ces siècles où deux sociétés, investies de fonctions et de missions différentes, étaient superposées l'une sur l'autre, la société païenne, ayant encore pour elle le présent, la société chrétienne, marchant déjà à grands pas vers un avenir qui ne tarda pas à se réaliser.

Ces travaux accomplis sous la pression d'un joug tyrannique furent entremêlés de fautes et de faiblesses, et ralentis pendant longtemps par l'ignorance que l'esclavage amenait à sa suite; ils furent aussi embellis de vertus civiques et de produits précieux de la vie intellectuelle. Le peuple grec a eu ses grands martyrs de religion, de liberté, du devoir; une poésie nationale que Byron et Goëthe ont proclamée inimitable; des savants renommés, des hommes d'état que les historiens de l'em-

pire ottoman ont dû citer avec respect. En un mot, bien que privé du bienfait de l'indépendance et vivant plutôt des concessions d'un arbitraire défiant que protégé par des garanties suffisamment sanctionnées, ce peuple peut être fier d'avoir eu, même à cette époque funeste de son existence, une importance historique supérieure à celle de plusieurs états secondaires, qui avaient cependant l'avantage d'une position souveraine.

Autour de cet élément principal du monde chrétien de l'orient, sont groupées trois ou quatre autres races, qui, dans des conditions intérieures moins élevées, se trouvent, vis-à-vis du pouvoir musulman, dans une position également hostile. Malgré la différence des dénominations, et jusqu'à un certain point des dialectes, la race zinzare et la race albanaise appartiennent évidemment à la famille hellénique; le reste des populations chrétiennes de ces contrées se rattache à la nationalité grecque par des rapports bien propres à compenser la diversité de leur origine. Elles sont unies par l'autorité ecclésiastique dont elles relèvent, le patriarcat grec de Constantinople; elles sont liées par l'identité de l'idiome dans lequel les croyances religieuses sont professées presque partout en Orient. Ce n'est pas une langue morte, ainsi qu'il arrive dans le monde catholique; c'est une langue vivante, qui, par cela seul qu'elle est en même temps une langue sacrée, est étudiée, comprise et parlée en Bulgarie et dans les pays slaves, surtout par les classes supérieures, tout aussi bien que dans les pays purement grecs. Les souvenirs et les enseignements du passé viennent corrobore-

rer ces affinités du présent, débris d'une unité plus forte autrefois, éléments préparatoires d'une nouvelle concentration dans l'avenir. Si quelques unes de ces races s'étaient constituées en états séparés bien avant la chute de l'empire grec de Byzance, elles lui furent toutes soumises pendant plusieurs siècles; à plusieurs reprises, elles lui furent leur salut, et les malheurs qu'elles ont eu à subir après leur séparation, et à cause de cette séparation, n'expliquent que trop le vœu si généralement répandu, depuis quatre siècles, parmi toutes ces populations, de voir l'empire acclamé de nouveau dans la basilique purifiée de Sainte-Sophie.

Tel est l'état des choses en Orient. Deux camps, deux éléments y sont en présence; l'un couvert encore de la livrée de la servitude, mais portant sur son front le signe éclatant de la force et de la vie; l'autre, revêtu de tous les ornements factices de l'autorité, mais depuis deux siècles frappé d'épuisement et de mort. Malheureux Lear, en vain, se raidissant contre le destin, s'écrie-t-il à tout instant: «je suis le roi en personne; — venez, venez, je suis un roi, savez-vous cela mes maîtres?» En vain Gloucester lui répond: «oui, vous êtes roi, et nous sommes tous à vos ordres.» Le destin a depuis longtemps prononcé son arrêt, lorsque ce roi, s'étant posé la question: «qui peut me dire ce que je suis?» le fou reprit sans hésiter: «l'ombre de Lear!»

En effet la défaillance morale et l'appauvrissement matériel de la race turque suivent une marche tellement accélérée; par le concours de ces deux dissolvants sa population elle-même dépérit depuis quelque temps

avec une rapidité tellement effrayante, que, sans les impatiences fort légitimes de ses sujets et sans les interventions inévitables des puissances étrangères, le jour ne tarderait peut-être pas à venir, où cette race disparaîtrait d'elle-même du sol sur lequel elle avait jadis dominé. Mais les nations ne meurent jamais de mort naturelle; les intérêts multiples qu'éveille le premier indice de leur faiblesse amènent des crises souvent prématurées, toujours violentes, qui changent en catastrophes les derniers moments de ces grands corps sociaux.

La crise en Orient date de loin; on peut dire qu'elle remonte aux premiers jours de l'empire turc. Latente, aussi longtemps que l'élément mahométan retrempait dans la conquête ses forces morales et matérielles, ou, même après qu'il eut cessé sa marche envahissante, tant qu'il a pu vivre de la force d'impulsion qui lui était restée de sa vie aventureuse, la crise est devenue de plus en plus flagrante depuis que cet élément, ayant épuisé l'énergie aussi impétueuse que peu durable des races purement conquérantes, n'a pas su la remplacer par les bienfaits plus permanents de la vie industrielle des peuples travailleurs. Depuis cinquante ans, cette crise, s'aggravant en raison de la décroissance des forces ottomanes, a éclaté en guerres formelles des populations asservies contre la nationalité dominante et a amené un démembrement cruel de l'empire. La mutilation même n'a pas sauvé ce corps malade; à l'heure qu'il est, il subit un nouveau paroxysme, mille fois plus dangereux que tout ce qui a été vu en Orient depuis quatre cents ans, et qu'on pourra peut-être apaiser encore, mais

qui, de l'aveu de tout le monde, n'en laissera pas moins l'empire dans un état évidemment désespéré.

L'Europe a voulu intervenir; ce n'est pas la nationalité grecque qui récusera l'intervention de l'Europe. Nous n'oublierons jamais ce que les grandes puissances ont fait pour nous: la bataille de Navarin, l'expédition française de la Morée, le traité d'Andrinople. Mais ce que nous devons désirer, ce que nous devons demander, c'est que l'Europe n'intervienne qu'en parfaite connaissance de cause. L'intervention ne peut devenir salutaire qu'après un mûr examen des conditions de vitalité qui restent encore à la prépondérance politique de la race mahométane; du profit ou du danger qu'il y aurait à faire durer à toute force cette existence étiolée; de la valeur respective et des rapports mutuels des races chrétiennes, destinées en tout cas, à jouer un rôle dans l'immense révolution qui est à la veille de s'accomplir en Orient; des moyens, enfin, à employer pour combiner les choses de manière que cette révolution s'effectue sans amener un bouleversement funeste que tout le monde a raison de redouter, et sans conduire à un démembrement de cet empire, dont l'intégrité est proclamée indispensable par l'Europe entière.

Nous ne doutons point que beaucoup de renseignements sur toutes ces graves questions ne soient tous les jours recueillis. Faut-il cependant l'avouer? Nous craignons que dans l'opinion qu'on se forme, l'on ne tienne pas assez compte du véritable état des choses en Orient. Les populations chrétiennes de ces contrées sont, il est vrai, en communauté d'idées, de sentiments et d'intérêts

avec l'Europe, mais il est également certain qu'elles ont aussi des idées, des sentiments et des intérêts à elles, qui demandent à être étudiés à fond, une fois qu'on veut régler les destinées de ces pays. Le mission que le monde européen veut s'imposer est assez difficile pour qu'il ne croie pas superflu de faire, au succès de son entreprise, le sacrifice de sa manière de voir et de penser sur quelques points; il y a des faits qu'il importe d'accepter tels qu'ils sont, sous peine d'éprouver de grands mécomptes.

Ainsi, par exemple, on ne paraît pas avoir assez compris, dans une certaine partie de l'Europe, le sens et la portée de cette secousse qui vient d'ébranler l'orient. On a bien dit que la question religieuse menait à une question politique; on a fait des difficultés pour accorder que c'est précisément le chemin qu'il y avait à suivre pour arriver à une solution satisfaisante. Un aperçu exact des faits aurait cependant suffi pour le prouver.

Depuis quinze ans, l'Europe a stipulé, à plusieurs reprises, l'intégrité de l'empire ottoman. Elle y a ajouté une condition qui n'a pas été formulée dans des traités solennels, comme la question de l'intégrité, mais qui a été le sujet de conseils officieux et de déclarations parlementaires, et que la Porte elle-même a été obligée d'accepter et de faire semblant d'exécuter. Cette condition, c'est l'émancipation des races chrétiennes. Qui dit en effet intégrité de l'empire ottoman, dit émancipation des populations chrétiennes, car qui veut la fin doit vouloir les moyens. Or il est évident que c'est le servage politique qui a amené la révolution grecque, la semi-indépendance de plusieurs autres pays de l'empire, les

révoltes continuelles des provinces qui relèvent encore directement de la Porte, en un mot le démembrement et l'affaiblissement de la Turquie. Si l'émancipation ne devient pas un fait, une vérité, dans quelques années, demain peut-être, la Bulgarie, la Bosnie, la Thessalie, l'Épire, la Macédoine, les grandes îles de l'Archipel suivront l'exemple des pays limitrophes, et le grand corps dont elles font partie sera dissous malgré les traités et les déclarations des puissances. L'émancipation pourrait seule prévenir une dissolution, en accordant aux populations chrétiennes ces garanties dont la jouissance ne saurait être remplacée par les bienfaits, toujours révocables, d'un régime arbitraire.

Mais l'émancipation est-elle réalisable aussi longtemps que la religion mahométane sera la religion dominante de l'empire? Nous entendons par émancipation, l'égalité politique complète entre les races chrétiennes et la race turque. En principe, cette égalité est repoussée par le Coran; en fait, elle ne sera jamais franchement acceptée par le gouvernement ottoman; car il a assez de sagacité pour comprendre que, vu la supériorité morale des races chrétiennes, cette égalité, une fois consacrée et mise en pratique, ne tardera pas à livrer à la discrétion de ces races les destinées de l'empire. Une expérience de deux cents ans vient à l'appui de cette appréciation de l'avenir. Il n'a jamais été dans les sentiments, ni dans les intentions de la race conquérante d'accorder l'égalité aux chrétiens; ceux-ci pourtant avaient trouvé le moyen, ainsi que nous le disions tout-à-l'heure, de se faire appeler dans ses conseils, de se

faire confier le gouvernement de grands pays et d'obtenir la police intérieure de plusieurs provinces. Sans être fondée sur aucun droit positif, exposée à tous les hasards d'un arbitraire tyrannique, cette participation des races chrétiennes, et principalement de la race hellénique, aux affaires du pays pesa considérablement sur le sort de l'empire, à une époque où la race turque était à l'apogée de sa puissance. Aujourd'hui qu'elle est descendue aux derniers degrés de la décadence, prétendre qu'elle consente à sanctionner cet avantage en faveur des chrétiens, c'est supposer qu'elle voudra bénévolement abdiquer.

L'émancipation ne sera réalisée que lorsque la religion chrétienne, professée par les trois quarts de la population européenne et une partie considérable de la Turquie asiatique, sera proclamée religion dominante de l'État. A cette restauration de la religion chrétienne, la race turque ne perdra que sa domination absolue et inique; elle conservera tous les droits civils et politiques auxquels elle peut prétendre tout aussi bien que les races chrétiennes. Elle conservera ces droits, parce que la foi chrétienne n'a pas le caractère exclusif des principes du Coran, parce que les populations chrétiennes n'ont pas à craindre dans la race turque une supériorité morale, qui pourrait mettre en échec la jouissance des droits dont elles se trouveront en possession; parce qu'enfin, elles sont assez avisées pour comprendre que leur intérêt bien entendu leur commande de tendre une main oubliée du passé à la race turque et de la convier à prendre une part honorable à la restauration de l'empire. Au

reste, s'il n'y a pas d'exemple que dans un pays de mahométisme l'égalité politique ait jamais été accordée à une religion différente, il n'en est pas de même pour les pays éclairés par la foi chrétienne. Dans l'ancien empire de Byzance, en Russie, en Grèce, dans l'Afrique française, les mahométans ont possédé et possèdent encore la plénitude des droits accordés aux chrétiens.

On peut donc avancer hardiment que tout ce qui tend à fortifier la position de la religion chrétienne en Orient, doit être considéré comme un nouveau pas fait vers la solution la plus équitable de la question politique. Si, pour une raison ou pour une autre, on ne veut pas laisser à la question religieuse tous les honneurs de cette solution, on n'a qu'à renchérir sur les obligations que la Porte va signer, en lui imposant l'émancipation politique.

Mais, dira-t-on, tout cela n'est que la restauration de l'empire chrétien. Nous convenons que le nom de l'empire ottoman sera par là sacrifié, mais l'intégrité du moins sera sauvée, ce qui est bien plus essentiel. Car il est permis de penser que les puissances, en parlant de l'intégrité de l'empire ottoman, ont surtout en vue la chose en elle-même; qu'elles tiennent à cet empire, parce que sa disparition amènerait une grande perturbation dans le système politique de l'Europe, mais qu'elles n'attachent pas une égale importance au nom que cet empire porterait. D'ailleurs pour sauver ce nom, préférera-t-on le *statu-quo*? De nouveaux et prochains démembrements en seraient la conséquence inévitable. Voudra-t-on courir les chances d'une guerre ou européenne, ou particulière entre la Turquie et son formi-

dable voisin? La chute du gouvernement ottoman n'en deviendra que plus imminente. La logique des faits est inflexible. Ne s'agit-il pas de l'intégrité de l'empire ottoman? Eh bien! les populations chrétiennes de l'orient, la nationalité hellénique la première, sont prêtes à y souscrire. Mais cette intégrité est intimement liée à l'émancipation des races chrétiennes; l'émancipation à son tour, ne pouvant être réalisée sous la prédominance du mahométisme, implique nécessairement celle du christianisme. Si au bout de ce raisonnement il y a l'empire chrétien, il y a aussi la conservation de l'empire, ce qui vaut toujours mieux que le démembrement.

Nous pourrions citer d'autres points encore sur lesquels l'opinion de l'orient n'est pas tout à fait d'accord avec celle qui prévaut en Europe. Ainsi d'un côté, on a exprimé, à tort évidemment, des inquiétudes sur les dangers qu'auraient à courir les intérêts commerciaux de l'Europe, si la domination turque à Constantinople leur faisait défaut; d'un autre côté, on a démesurément grossi les difficultés d'une question, qui, toute grave qu'elle est, présente après tout des données indiquant suffisamment la solution la plus naturelle. Nous nous en tenons ici à ce peu d'observations; nous avons voulu seulement expliquer la tâche que nous avons entreprise. Il nous a semblé en effet qu'il serait utile, aujourd'hui plus que jamais, de concourir, par nos faibles moyens, à donner à l'Europe des renseignements aussi exacts et aussi sincères que possible sur le véritable état des idées, des sentiments, des intérêts, des forces et des rapports mutuels des populations de l'Orient.

Nous ne nous dissimulons point les difficultés que nous allons rencontrer; le sentiment du devoir nous donne seul le courage de les aborder. Parmi ces difficultés, il en est une surtout qui, à côté de toutes les autres, nous effraie à juste titre: la langue que nous allons écrire n'est pas la nôtre. Sous ce rapport, comme sous tout autre, nous comptons cependant sur l'indulgence du public sérieux auquel nous nous adressons, et qui comprendra facilement qu'en faisant usage d'une langue étrangère, nous n'avons fait encre que céder à un devoir impérieux. Pendant longtemps nous avons cru qu'il nous suffisait d'exposer nos droits, nos travaux, nos peines et nos espérances, dans ce langage que parlaient jadis les dieux, et par qui aujourd'hui, non moins qu'autrefois, la nationalité hellénique règne en souveraine dans tout l'Orient. Mais un jour est venu où nous avons compris que pour le reste du monde nous n'étions que des muets; c'est le jour où, une crise ayant éclaté, on a vu l'Europe disposée à méconnaître la véritable valeur d'une race, dont le sort pourtant est si intimement lié à celui de l'Orient que, depuis deux mille cinq cents ans, il ne s'y est rien fait de véritablement grand, de durable et de profitable qui ne fût l'œuvre de la race hellénique. Alors nous avons dû tenter un effort. Ainsi que ce fils de Crésus, qui, privé de la parole, a pu, dans un moment de danger suprême, jeter un cri pour parer le coup destiné à son père, nous avons cherché aussi une voix pouvant être comprise par les puissants de la terre, pour nous écrier : épargnez notre partie !

Sur les solutions diverses de la [question d'ORIENT (*)]

PREMIÈRE PARTIE.

DEPUIS longtemps on n'a pas vu se dérouler dans le monde politique un drame plus saisissant d'intérêt, plus gros de résultats immenses, que celui dont l'Orient est aujourd'hui la théâtre. L'Europe haletante assiste à une agonie. Les observateurs de la marche des nations avaient déjà signalé la disparition prochaine de la Turquie comme membre ou comme hôte de la famille européenne. Lord Stratford fit passer, il y a un an, cette théorie du domaine des spéculations dans celui de la diplomatie, en prononçant le discours funèbre du peuple qui avait fait son temps, et l'opinion a vu dans la mission du comte de Linange et dans celle du Prince Menschicoff, ainsi que dans les événements qui s'en suivirent, l'accomplissement de cette prophétie. Quoiqu'a-

NOTE DE LA DIRECTION. Ce travail avait été adressé, sous forme de lettre, à quelques hommes politiques en Europe. La mention que M. Saint-Marc Girardin en a faite dans les Débats du 26 Juillet dernier, a déterminé son auteur à le livrer à la presse, en y faisant un petit nombre de modifications nécessaires. Le Spectateur, qui se propose de publier ordinairement, à côté des articles purement politiques, divers renseignements propres à faire mieux connaître l'état des populations chrétiennes de l'Orient, se voit cette première fois obligé de dévier de cette règle, pour ne point laisser plus longtemps ignorer à ses lecteurs un travail qui a déjà reçu une demi-publicité.

vertie, elle ne s'en émut cependant pas moins, comme d'un événement inattendu, car elle crut que l'élimination des Turcs laisserait un vide en Europe, et, de même que la nature, la politique redoute le vide. Ses appréhensions ont même dans l'occasion présente un objet plus distinct: elle craint que ce ne soient les Russes qui envahissent ce vide. Elle leur en attribue l'ambition. On est convenu que la conquête de la Turquie est le pivot constant de toute la politique de la Russie, le plan tracé par Catherine, le but vers lequel tendent les vœux et les efforts de tous ses successeurs.

Cet empire, deux fois plus grand que l'Europe, deux fois plus peuplé que la France, avec un armée de 900000 hommes, avec un trésor puisant dans les mines de l'Oural et dans les contrées les plus riches de l'Asie, deviendrait formidable, et emporterait irrésistiblement la balance de l'équilibre européen, si, à son immense puissance, il ajoutait encore la domination sur la mer Méditerranée, les plus beaux ports de l'univers, et une nombreuse population de marins les plus intrépides. Etreignant déjà l'Europe à l'est, il la ceindrait encore au midi; car toutes les mers en-deçà de Gibraltar deviendraient un lac moscovite, où le pavillon du Czar flotterait sans partage. Suez serait alors une porte close pour l'Angleterre; et la France, pour communiquer avec Alger, aurait à se soumettre à un droit de péage. C'est ce danger qui effraie et qui trouble l'Europe. C'est cette crainte qui lui a de tout temps tracé sa ligne de conduite en Orient, et qui aujourd'hui encore est au fond de tous ces raisonnements et de toutes ces déclarations de principes à l'avantage de la Tur-

quie expirante, dont ne tarit pas la presse européenne.

Quant à nous, nous n'avons aucune difficulté à avouer que ce danger nous paraît imaginaire. L'empereur Nicolas a dit: «Ce n'est point des conquêtes que nous cherchons. La Russie n'en a pas besoin.» Cette parole du grand monarque, dont le monde connaît la noble franchise et le respect à la foi jurée, et qui est assez fort pour dédaigner la dissimulation, est pour nous une garantie suffisante. Nous en avons une autre dans l'intérêt bien entendu de la Russie, et dans la conviction qu'elle en est elle-même un juge excellent. «La Russie, dit le comte de Nesselrode, est déjà trop vaste pour avoir besoin d'une extension de territoire;» ce qu'il dit est si vrai, qu'on ne peut que le croire sincère. Cet homme d'état d'un jugement si sûr et d'une expérience si éprouvée, ne peut ne pas avoir puisé dans l'histoire l'enseignement, que l'empire universel est une utopie irréalisable, et qui entraîne infailliblement à sa perte quiconque se livre à son rêve décevant. Rome, Alexandre et Napoléon sont des exemples trop parlants et trop bien connus. M. de Nesselrode peut prévoir que Constantinople tuerait à la longue St-Pétersbourg, comme elle a tué Rome; ou bien que la double pression exercée aux deux extrémités, scinderait l'empire au milieu, et déferait en un instant ce qu'on aurait fait au prix de tant d'efforts. Les Russes, maîtres d'une immense étendue à peupler, de tant de nations à civiliser, ont une mission assez vaste à remplir, et d'assez grandes ressources de richesse et de force à exploiter chez eux, pour ne pas avoir besoin de courir les hasards de nouvelles conquêtes. Ils en tireraient bien moins de

profit qu'en développant les éléments de prospérité qu'ils possèdent. Ils manqueraient à cette sagesse qu'on reconnaît à leur politique, s'ils oubliaient qu'ils leur convient beaucoup mieux d'avoir à côté d'eux une Turquie languissante, qu'ils influenceraient de toute la force de leur prépondérance, de toute l'affection que leur bienfaits et leur protection inspirent aux chrétiens opprimés, que de faire une conquête embarrassante, disputée, et qui tôt ou tard pourrait finir par leur échapper.

La guerre des Russes contre les Turcs n'est donc pas une guerre de spoliation, mais une guerre de délivrance, digne des principes et des sentiments du 19^e siècle, et dont les résultats devraient être salués avec joie non seulement par le philanthrope et le chrétien, mais aussi par la politique et la diplomatie, comme pouvant supprimer des combinaisons politiques une anomalie incurable et toujours dangereuse.

Telle est notre conviction. Nous savons que ce n'est pas aujourd'hui encore celle de la majorité des écrivains en Europe. Il n'y pas de parole donnée, d'assurance officielle, ni d'évidence de raisonnement qui puisse les persuader que la Russie ne cherche à s'agrandir matériellement. Soit donc. Plaçons-nous à leur point de vue. Admettons au moins, ce que nous ne sommes pas éloignés de faire, que sous d'autres auspices, sous un autre empereur, moins bien éclairé sur ses vrais intérêts, elle pourrait concevoir le projet de s'emparer de la Turquie. Examinons alors quelle est, en regard de ce danger, la solution définitive la plus propre à donner à la grande question d'Orient. Nous départissant de tout es-

prit de système arrêté, apprécions une à une toutes les éventualités de solution qui peuvent tomber dans le domaine des combinaisons probables; et examinons laquelle est la plus propre à apaiser les appréhensions bien ou mal fondées de l'Europe.

La première de toutes, celle qui s'offre d'elle-même, et demande le moins de frais d'imagination pour être inventée, c'est le maintien du statu-quo et de l'intégrité de l'empire ottoman. Ceux qui, tout en recherchant la fin, conservent quelques scrupules quant aux moyens, les enthousiastes qui exaltent le nom de M^{rs} Stowe, parce que dans quelques pages éloquentes elle a pris la défense de l'humanité opprimée, les chrétiens zélés qui veulent que les intérêts de la religion marchent avant tous les autres, les membres de ces sociétés qui se dévouent à combattre la traite ou à protéger les animaux eux-mêmes contre les sévices de la brutalité populaire, trouveraient peut-être à redire contre une mesure qui tend à river à tout jamais les fers de l'esclavage aux mains d'un peuple chrétien, d'un peuple qui jadis s'était acquis les plus grands droits à l'admiration et à la reconnaissance de l'univers, et qui, dans les derniers temps encore, a fait voir qu'il n'avait pas tout-à-fait oublié ses traditions héroïques.

Mais nous nous sommes promis de nous défendre de tout élan de sentimentalisme dans l'examen de ces questions. Si l'intérêt commun de l'Europe demande un sacrifice expiatoire, nous voulons bien que les populations chrétiennes de l'Orient lui soient portées en holocauste.

Nous consentons à ce que la raison froide impose si-

lence à la voix du cœur, et nous sommes tout prêts à profiter du rare exemple de sang-froid que nous donne à cet égard M. Worms, un auteur anglais, qui a dernièrement traité le thème des destinées de l'empire ottoman. Posant comme un fait prouvé la supériorité des populations chrétiennes en Turquie, il reconnaît que si leur frein venait à être un instant relâché, elles prendraient infailliblement le dessus, et ne tarderaient pas à être les véritables maîtresses du terrain. Mais, établissant de l'autre côté que la conservation de la Turquie importe à l'Europe, il conclut qu'au lieu d'alléger le joug des chrétiens, il faut au contraire en aggraver l'esclavage, courber bien bas leur tête, de peur qu'ils ne la relèvent, et donner à leurs oppresseurs carte blanche de les fouler aux pieds et d'étouffer en eux tout sentiment de leur dignité, toute aspiration à un meilleur avenir. M. Worms parle en homme pratique. Le char de sa logique va droit à son but; tant pis pour ceux qui se trouveraient sous sa roue. Eh bien! qu'il soit fait ainsi qu'il le dit, si la chose est utile, et surtout si la chose est possible.

C'est à peu près ce système que les Turcs ont suivi jusqu'en 1823, et auquel, dans l'instinct inquiet de leur conservation, ils sont revenus en dernier lieu, on sait avec quel succès. Si même il était possible d'admettre que l'Europe vit sans s'émouvoir les griffes repousser au monstre, et la barbarie reprendre son empire, qu'elle souscrivit à ce sacrifice d'un peuple ni indigne de sa protection, ni tout-à-fait inutile à ses intérêts, et qu'elle pût prêter son aide au bourreau qui le frapperait, encore ne voit-on pas en quoi cela servirait ses desseins. Ce n'est

pas par ce moyen qu'elle opérerait le miracle de la résurrection. A l'oppression les chrétiens répondraient par la révolte, car ils ont l'instinct de leur propre force et de la faiblesse de leurs ennemis. Les Turcs leur enlèveraient tout ce qu'ils ont de précieux et de cher; mais pourront-ils leur ravir leurs souvenirs, qui relèvent leur sentiment moral, et les livres de leurs ancêtres, qui leur parlent de liberté? Et si, bravant l'odieuse, ils allaient jusqu'à fermer les écoles entretenues et fréquentées par les Grecs avec tant d'ardeur, les empêcheraient-ils d'affluer dans celles de la Grèce, où ils respireront l'air de l'indépendance, verront fonctionner les institutions libérales, entendront résonner la voix de la presse et de la tribune, et d'où ils reviendront chez eux, apôtres de l'insurrection? Et si la tyrannie sévissait sur ces peuples, ne serait-ce pas une raison pour qu'ils tournassent plus que jamais leurs yeux et tous leurs vœux vers leur puissant voisin et coréligionnaire, qui se fera une règle de sage politique de les protéger, de les soutenir, de demander des garanties en leur faveur? Ce système n'aura donc fait que produire le résultat diamétralement opposé à celui qu'on voulait atteindre.

Il est connu qu'on a aussi cherché le salut de la Turquie dans la voie contraire, qu'on a essayé de lui inoculer la civilisation, d'élever à l'égalité politique toutes les populations de l'empire, de désarmer les chrétiens par la douceur et par la justice, et d'entourer le trône du Sultan de l'affection de tous ses sujets, qui seraient unis d'intérêts, quoique divisés par le culte. Ce système est sans doute fort recommandable par les sentimens

d'humanité qui l'ont dicté ; mais il a le tort d'atteindre moins encore que l'autre le but qu'on s'est proposé. Il fut chaudement recommandé à la Turquie, lorsqu'on eut vu l'oppression y produire le fruit amer de la révolution grecque. Le Sultan Mahmoud en fit la base de ses réformes, et le sujet de sa déclaration de *Guilhané*. Son fils l'adopta, et y donna sa pleine adhésion par l'acte connu du nom de *Tanzimat*. L'Europe battit des mains, et crut à la Turquie constitutionnelle.

Il est vrai que le *Tanzimat* ne fut pas beaucoup plus qu'une simple déclaration de principes les plus généraux et les moins contestés de la morale politique, et qu'il n'eut pas beaucoup plus d'effet qu'une déclaration de principes n'en a d'ordinaire. Le pays n'en fut pas mieux gouverné, l'égalité entre les populations n'en resta pas moins une fiction. Cependant les conseils pressans et réitérés que donnaient au Sultan les puissances intéressées à son maintien, l'élan de son propre cœur ou l'indolence secondée par des sentiments naturellement humains, la crainte enfin de voir se reproduire les terribles effets de l'exaspération des peuples, qui avaient marqué la fin du règne de son père, toutes ces causes concoururent à produire une partie du résultat désiré. Les chrétiens furent moins opprimés ; ils furent plus sûrs de leur vie et de leur propriété, moins inquiétés dans l'exercice de leur industrie, dans l'entretien de leurs temples et de leurs écoles. Ce fut là un véritable progrès, mais un progrès pour les chrétiens seuls, qui, en fort peu de temps, et sous ces conditions un peu plus favorables, montrèrent ce qu'ils avaient de sève, et le dé-

veloppement dont ils étaient susceptibles. Pour les Turcs ce fut une fausse route, où ils perdirent chaque jour plus de terrain.

Les chrétiens avaient pour eux d'abord les avantages sociaux que le christianisme offre sur toutes les autres religions. L'Évangile contient les éléments du code le plus parfait, en même temps que les règles de la morale la plus sublime. Il enseigne les vertus qui honorent le citoyen, ainsi que le dévouement qui fait les héros et sanctifie les martyrs. En même temps les races chrétiennes de la Turquie sont pour la plupart issues d'une souche robuste, et douées d'activité et d'intelligence. Les Grecs surtout, avec un passé qui les éveille et les stimule, avec les traditions d'une civilisation héréditaire dont ils ne se sont jamais entièrement départis, élevés à la lecture des chefs-d'œuvre qui ont répandu la lumière par toute la terre, ont bientôt montré leur supériorité. Jamais, lors même qu'ils gémissaient sous le joug le plus abrutissant, ils n'avaient manqué d'hommes éminens dans toutes les branches, dans le clergé, dans les lettres, en politique. Plusieurs de leurs écoles avaient acquis du renom, et leur commerce attirait l'attention de l'Europe ; mais leur prospérité matérielle grandit surtout depuis que quelques garanties leur ont été accordées. Ils élevèrent partout des écoles, ils envoyèrent leurs bâtimens aux ports les plus lointains, ils s'emparèrent de tout le commerce de la Turquie, et d'une partie de celui de l'Europe. Ce sont eux aussi qui accaparèrent toute l'agriculture du pays, et le peu d'industrie qui pouvait y être exercée. Aussi les richesses affluaient-elles chez eux, et

comme les Turcs n'osaient plus s'en saisir de vive force, ils acquéraient des fortunes considérables. Une des clauses du Tanzimat accordant à tous les sujets de l'empire d'acheter et de vendre librement leurs immeubles, ils en profitèrent en Thrace, en Macédoine, en Epire et en Thessalie, pour redevenir seuls possesseurs de presque tout le pays. Ils achetaient leurs biens-fonds aux Turcs, qui, en même temps que les chrétiens avançaient d'un pas si rapide, suivaient de leur côté une marche tout à fait rétrograde.

Et d'abord, partageant le sort de tout peuple voué à une destruction fatale, ils voient leur population décroître tous les jours à un degré qui, malgré les précautions que le gouvernement prend pour le déguiser, n'en est pas moins visible aux yeux des observateurs les moins attentifs. Le gouvernement turc s'est vu forcé, depuis sa nouvelle loi de conscription, de prendre quelques mesures pour connaître approximativement le mouvement de la population du pays. Mais en même temps il a eu soin de cacher le mieux qu'il pouvait les résultats obtenus. A cet effet il ne confie jamais au même agent la liste des naissances et celle des décès, et ne laisse jamais un agent de recensement pendant deux années consécutives dans le même district. Mais plus d'une fois, sur les renseignemens qu'il avait reçus de la réduction de la population musulmane, il se vit forcé de dispenser des provinces entières du recrutement.

Les causes du mal sont de diverses natures: les principales sont à chercher dans la foi même des Turcs. Le Coran considère la femme comme un être créé uniquement pour les plaisirs de l'homme, les enfans comme un far-

deau, la vie de famille comme un empêchement de se consacrer à la contemplation de Dieu, et toute mesure de préservation de la vie ou de la santé, comme un empiétement impie sur les lois de la fatalité qui régissent le monde. De là la polygamie, qui condamne nécessairement un grand nombre d'hommes au célibat, sans que la fertilité des femmes entassées dans les harems soit proportionnée à leur nombre. Les cent femmes d'un Pacha n'ont ordinairement pas plus d'enfans ensemble que quatre ménages de paysans en France ou en Angleterre. De là aussi l'immoralité des Turcs, qui, livrés dès leur première jeunesse à la débauche et à des vices honteux qui offensent la nature, sont le plus souvent condamnés de bonne heure à la stérilité, dont les effets sont chez eux doublement funestes à l'accroissement de la population, justement à cause de la polygamie. C'est également de ces principes que dérive l'habitude monstrueuse des avortemens violents, qu'ils ne considèrent pas comme un crime, ainsi que la négligence coupable de l'éducation morale et physique des enfans, dont c'est à peine si la moitié atteint l'âge viril, et encore ceux-ci portent-ils sur eux le plus souvent les principes délétères de maladies incurables, qui affaiblissent la race et détruisent les individus. L'aversion religieuse des Turcs pour les quarantaines, pour la vaccination, pour toute mesure sanitaire, et leur manière arbitraire de faire peser le fardeau de la conscription sur quelques classes seulement de la population musulmane, car ils craignent d'y admettre les chrétiens en grand nombre, ne sont pas les dernières causes de leur dépopulation. Mais la plus puissante de

toutes est la misère croissante des Turcs. Indolent par nature, fuyant le travail, constitué pour vivre de violences et de rapines, le peuple turc n'est ni agriculteur, ni marin, ni commerçant, ni industriel. C'est un peuple conquérant. Du jour où l'Europe le força de renoncer aux conquêtes, elle le détourna de sa destination, et lui enleva les seuls moyens d'existence. De ce moment elle le condamna à périr. Ses destinées se seraient accomplies depuis que, écrasé devant Vienne, il a compris qu'il ne s'attaquerait plus impunément à ses voisins. Mais il lui restait encore ses sujets à exploiter ; les pays qu'il avait envahis pouvaient encore le nourrir ; il n'avait pas encore fini de les convertir en désert. Vivant aux dépens des chrétiens, qui travaillaient pour eux, les Turcs s'emparaient du produit de leurs champs ; ils s'emparaient ensuite des champs eux-mêmes, et faisaient périr dans les tourments ceux qui s'enrichissaient, ils dépouillaient leurs familles. Mais depuis que l'Europe condamna ces iniquités, les Turcs virent tarir la source principale de leurs richesses, et, excepté les hauts dignitaires, qui n'ont jamais cessé de regorger des trésors enlevés par l'oppression, tous les autres furent réduits à un degré de pauvreté d'autant plus grand, que leurs harems sont pour eux d'un entretien fort onéreux, car toutes les femmes qu'ils tiennent parquées, sont élevées dans la fainéantise, et se croient encore moins qu'eux appelées à travailler pour le bien-être de la famille. C'est ainsi que, réduits en nombre, pressés par la misère, ils se retiraient dans les villes, vendant la terre, où ils n'étaient que campés, aux Grecs qui rentraient pacifi-

quement dans leur légitime héritage. Cela alla si loin, que la Porte alarmée donna aux gouverneurs des provinces des instructions secrètes de défendre la vente des propriétés des musulmans aux chrétiens, contrairement aux promesses du Tanzimat.

Tel a été le fruit que les Turcs ont recueilli de la plus bienfaisante des réformes, de celle qui devait marquer leur admission dans la famille des peuples civilisés. Celles qui en étaient le complément nécessaire ne leur ont pas été plus profitables. Le massacre des Janissaires détruisit une milice indisciplinée, il est vrai, et barbare, mais pas plus barbare que le peuple du sein duquel elle sortait. Cette milice était cependant le nerf de ce peuple. Elle fut remplacée par une armée régulière, qui, manquant d'ordre et de discipline, recrutée dans les classes les moins guerrières ; commandée par des officiers de la dernière ignorance, est pour la Turquie plutôt un fardeau qu'une sauvegarde, et sera tout-à-fait incapable de tenir la campagne. L'esprit d'innovation s'attaqua aussi aux usages, aux traditions, à tous les dehors de la foi, qui chez les peuples barbares tiennent presque lieu de la foi même, ébranla les convictions les plus intimes et les plus robustes, et enleva à ces hommes que le fanatisme rendait redoutables, toute confiance en eux-mêmes et toute énergie.

Les idées de l'Europe, les grands principes du christianisme, violemment inculqués à la Turquie, lui ont été funestes, et ont accéléré sa décomposition. Cette alliance monstrueuse du Coran avec l'Évangile, de la morale divine avec la foi d'un usurpateur, ne pouvait avoir qu'un

seul résultat : La vérité a brisé l'erreur. Ces effets seraient plus sensibles encore et plus rapides, si les clauses principales du Tanzimat avaient été scrupuleusement remplies. Elles étaient au nombre de trois, et concernaient : 1° l'égalité parfaite de tous les sujets du Sultan ; 2° la régularisation des contributions ; 3° celle de la conscription. Rien de plus illusoire que la première de ces promesses, mais en même temps rien de plus dangereux pour la prépondérance de la race Turque que son accomplissement. Jamais les chrétiens ne furent admis aux hautes dignités de juges, de Pachas, de ministres, d'officiers d'aucun grade. Ce serait contraire au Coran, d'après lequel les enfans seuls du prophète sont les dépositaires légitimes de toute autorité. Mais aussi cette autorité, confiée aux chrétiens, plus habiles et plus intelligens, leur donnerait bientôt une immense prépondérance, et les rendrait les maîtres.

Quant aux contributions, il est certain que si, malgré les exactions que les chrétiens subissent de la part des Turcs, ceux-ci languissent dans la misère, tandis que les premiers s'enrichissent et prospèrent, un règlement équitable des impôts ferait peser sur les Turcs une partie des charges qui n'atteignent aujourd'hui que les Grecs, et augmenterait encore leur détresse. L'espoir de la suppression des abus est un des plus illusoires qu'on ait jamais pu concevoir pour la Turquie. Il n'y a personne qui n'ait un intérêt à les maintenir. En Grèce on a vu les hommes les plus influens, ceux qui ont tenu pendant long-temps les destinées et les ressources de leur pays dans leurs mains, vivre et mourir dans la pauvreté la plus honorable. En Turquie la dilapidation et la préva-

rication sont la règle, et cette règle est sans exception. Qui y remédierait, lorsqu'il est notoire que le promoteur, le chef du parti des réformes, ou soi-disant telles, s'en est créé une fortune scandaleusement colossale ?

Enfin dans la conscription le principe d'égalité a été poussé assez loin pour que les Turcs ne dédaignassent pas de recruter aussi des enfans chrétiens. Mais s'ils les prenaient en proportion égale avec les Turcs, s'ils les admettaient aux promotions, l'armée d'Europe serait bientôt entre les mains de leurs adversaires constants et irréconciliables. Aussi ne les prennent-ils que comme simples soldats, ou plutôt ils ne leur confient que les emplois les plus vils, comme de faire la cuisine, de balayer les casernes et les écuries, sans aucun espoir d'avancement. En même temps ils les enlèvent à leurs foyers, ils les envoient au fond de l'Asie, où, loin des leurs, loin de toute assistance de l'église, abandonnés et oubliés, ils se voient le plus souvent contraints d'embrasser l'islamisme.

Les Turcs n'ont peut-être pas tout-à-fait tort de se courber devant la fatalité comme devant une divinité terrible et inexorable. C'est elle qui les étroit aujourd'hui dans son étau de fer. Qu'ils avancent ou qu'ils reculent, c'est vers leur perte qu'ils marchent. Leur position est sans issue : d'un côté ils se heurtent au Coran, de l'autre à leurs sujets, qui sont leurs ennemis. Leur rôle est fini en Europe. Peut-être peuvent-ils le reprendre avec avantage en Asie.

Cependant malgré toutes ces considérations nous ne nous dissimulons pas que les puissances, effrayées peut-être des perturbations qui pourraient résulter de la chute de la Turquie, ou craignant de la voir passer tout d'un

coup sous la domination des Russes, ne puissent prolonger pour quelque temps encore son agonisante existence, la couvrir de leur égide, étouffer une première révolte, repousser ses ennemis, et lui ouvrir leurs trésors. La question est de savoir si c'est dans leur intérêt de la restaurer. Si l'expérience de trente ans n'a pas suffi, nous concevons qu'elles en recommencent l'essai. Pitt disait qu'il ne voulait même pas entrer en discussion avec quiconque nierait la nécessité de l'intégrité de l'empire ottoman. Mais les temps ont changé. Ce qui était praticable alors, est aujourd'hui impossible ; on peut entrevoir aujourd'hui des solutions, qui auraient paru alors fabuleuses. Si l'on avoue que la Turquie est irrémédiablement condamnée, la défendre, c'est maintenir un ordre de choses vicieux, gros de hasards pour l'avenir, c'est vouloir s'étourdir sur le danger au lieu de le sonder. Gagner du temps dans cette question, c'est en perdre ; la crise pourrait revenir dans un moment où l'Europe serait peut-être ailleurs. La France est-elle si sûre de son lendemain, l'Angleterre est-elle si sûre de ses alliances, peut-on jurer que les deux pavillons les plus respectés de la terre flotteront toujours de concert aux brises de Besika-baie, aura-t-on toujours la parole du souverain du nord qu'il ne veut pas de conquêtes pour prix de ses victoires, pour qu'on veuille remettre à d'autres temps le règlement de cet intérêt majeur de l'Europe ? Nous sommes fermement convaincus qu'on a tort. Le décès une fois constaté, mieux vaut enterrer le mort, au lieu de s'évertuer à le galvaniser. Un autre en pourrait enlever l'héritage. Qu'on se hâte plutôt d'en dresser le testament, aussi longtemps qu'on est encore

maître de le faire. Ce n'est pas à écarter la catastrophe qu'on devrait s'attacher, car elle reviendrait lorsqu'elle ne serait pas attendue ; c'est à la diriger, et surtout à trouver moyen de l'amener d'autorité, de l'assentiment commun de toutes les grandes puissances, et de manière à éviter une guerre générale, qui, vu l'état des esprits dans plusieurs parties de l'Europe, pourrait avoir des résultats désastreux.

Nous examinerons les autres éventualités de la solution de cette question dans une seconde partie de ce travail. A.

Discours de Lord Palmerston.

Le discours prononcé par Lord Palmerston à la Chambre des Communes dans la séance du 16 août, a fait une impression bien douloureuse aux chrétiens de l'Orient. Le noble Lord n'hésite pas à affirmer « que la Turquie a fait pendant les trente dernières années plus de progrès qu'aucune autre nation. » Telle n'est pas cependant l'opinion d'un diplomate anglais des plus distingués, qui, plus que tout autre homme d'état du Royaume-Uni est à même de connaître la véritable situation de l'empire ottoman. Voici, en effet ce que Lord Stratford de Redcliffe, ambassadeur de S. M. Britannique auprès du Sultan, disait, il y a à peine quatorze mois, à l'occasion du banquet qui lui avait été offert à Constantinople, quelques jours avant son départ :

« Un éloge aussi éclatant des services que vous voulez bien m'attribuer, indiquerait qu'en évaluant leur portée, vous avez pénétré principalement l'esprit dans lequel ils furent conduits, et les difficultés qui en entravèrent le cours ; il est vrai, Messieurs, que les obstacles que j'ai dû combattre furent suffisamment formidables.

Leur nature est telle, qu'un homme de mes principes doit s'attendre à les voir surgir en Turquie avec un degré de certitude aussi grand que dans les autres pays de l'Orient : LA CORRUPTION, QUI MINE JUSQU' AUX FONDEMENTS MÊME DE LA SOCIÉTÉ, ET CES COMBINAISONS, POUVOIR, CUPIDITÉ, ET INTRIGUE, QUI OBSTRUENT LA MARCHÉ DU PROGRÈS, ET EMPOISONNENT L'ATMOSPHÈRE DANS LAQUELLE ILS VIVENT.

» Il y avait beaucoup à attendre de la disposition généreuse et bienveillante du souverain régnant, et de l'effet de ces changements salutaires qui s'opèrent dans l'administration du pays depuis l'adoption du nouveau système. On devait aussi beaucoup attendre des conseils et de la politique d'un ministre qui avait sagement contribué à l'introduction d'un système, de la continuation et de l'extension duquel dépendent si entièrement la renaissance et la sécurité ultérieure de ce bel empire. Une forte proportion sans doute du bien prévu a été effectuée sous ces auspices ; mais plus, bien plus, reste encore à s'accomplir, *et je dois ajouter avec la plus vive douleur que des indices d'erreurs et de faiblesse se font voir de plus d'une part, que l'énergie du gouvernement se trouve entravée par des complications financières, et que même la grande Charte du progrès ottoman est, jusqu'à un certain point, discréditée par la négligence de l'exécution, OU PLUTÔT PAR LA NON-EXÉCUTION DE CES PROMESSES.* »

Nous n'ajouterons qu'un mot ; nous prions nos lecteurs de ne pas oublier que c'est un ambassadeur qui s'exprime en public dans la capitale du souverain auprès duquel il est accrédité, et avec qui son gouvernement est en pleine paix.

B.

M. RENIÉRI..